

Rapport semestriel 2010-2011

REALDOLMEN SA
A. Vaucampsiaan 42
1654 Huizingen
RPR/RPM 0429 037 235 (Bruxelles)

REALDOLMEN

Ce rapport financier semestriel fait partie des informations réglementées envisagées par le D.R. du 14 novembre 2007. Il comprend les états financiers; le rapport financier et les informations relatives à la gouvernance d'entreprise.

Le rapport doit être lu conjointement aux documents qui y sont incorporés par référence, comme la Charte de la gouvernance d'entreprise et les statuts de la Société. Tous ces documents sont disponibles sur le site Internet (www.realdolmen.com) et une copie peut en être obtenue sur simple demande auprès de la Société.

La version en langue française ou anglaise n'est fournie qu'à titre d'information : la version en langue néerlandaise constitue le seul texte officiel.

RealDolmen est une société anonyme de droit belge. La Société a été constituée pour une durée indéterminée.

RealDolmen SA a son siège social à 1654 Huizingen, A. Vaucampslaan 42. Son numéro d'entreprise est le 0429.037.235. La Société a des agences à De Pinte, Harelbeke, Kontich, Lummen et Turnhout. Vous trouverez ailleurs sur le site Internet de l'entreprise, l'indication des filiales étrangères et leur localisation.

La Société est cotée en bourse depuis 1997, sur le NYSE Euronext (REA ISIN BE0003899193 et REAT ISIN BE0003732469).

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de l'exercice financier clôturé le 31 mars 2011.

Ce rapport contient :

- Un rapport annuel intérimaire décrivant les principaux événements des six derniers mois, les principaux risques pour les mois restants de l'exercice fiscal et, le cas échéant, un aperçu des transactions menées avec des parties liées ;
- Les états financiers condensés en conformité avec IAS 34 ;
- Informations sur un contrôle externe ;
- Une déclaration de représentation fidèle.

1 Rapport semestriel

1.1 Principaux événements

RealDolmen, prestataire unique et indépendant de solutions TIC, annonce ses résultats pour le semestre clôturé le 30 septembre 2010. Ces résultats indiquent une augmentation de 1,6 % du chiffre d'affaires, et des marges d'EBIT en progression de 2,4 m€ par rapport à la même période de l'an dernier.

Résumé

- *Chiffre d'affaires en croissance de 1,6 %, confirmation du redressement progressif de l'économie après la crise financière. Le chiffre d'affaires des Professional Services et des Infrastructure Products est respectivement en hausse de 1,2 % et de 10,2 %, tandis que celui des Business Solutions a fléchi de 10,7 % en raison d'une moindre activité de certaines de nos applications de gestion.*
- *La marge REBIT diminue de 0,5 % puisque la marge EBIT augmente de 2,4 m€ car les coûts de restructuration de l'an dernier liés à l'amélioration de l'efficacité ont cédé le pas à un recrutement agressif de professionnels de l'informatique.*
- *Une saine structure financière avec une solide position de trésorerie de 47 m€ et seulement 8,5 m€ d'endettement net.*

Résultats semestriels, septembre 2009 par rapport à septembre 2010

en m€	IFRS 30/09/2010	IFRS 30/09/2009	% Variance
Chiffre d'affaires	112,8	111,0	1,6%
Résultat opérationnel avant éléments non récurrents (REBIT)	3,0	3,5	-14,8%
<i>Marge</i>	<i>2,7%</i>	<i>3,2%</i>	
Résultat opérationnel (EBIT)	3,6	1,3	188,4%
Résultat de l'exercice	0,8	-1,7	145,9%
EBITDA ⁽¹⁾	5,8	3,7	56,8%
<i>Marge d'EBITDA</i>	<i>5,2%</i>	<i>3,4%</i>	

(1) EBITDA = EBIT accru des dépréciations, amortissements et des augmentations de provisions

Bilan de septembre 2009 à mars 2009

	IFRS 30/09/2010	IFRS 31/03/2010	% Variance
Capital	132,6	131,8	1,4%
Endettement net ⁽²⁾	8,5	12,1	-44,6%

(2) Endettement net = Dettes financières et découverts bancaires moins la trésorerie et les actifs détenus à des fins de transaction

Bruno Segers, Administrateur délégué et CEO de RealDolmen, a commenté les résultats en ces termes :

« En considération du secteur informatique et de l'environnement économique global, nous sommes relativement satisfait de la croissance de nos recettes, et notre EBIT a augmenté de 2,4 m€. Néanmoins, en termes absolus, nous ne sommes pas satisfaits des résultats actuels, car la croissance des recettes et de la rentabilité pourrait être encore plus élevée.

La société continue de subir la faiblesse du marché. Les projets de plus grande ampleur sont lents à se concrétiser, y compris – pour des raisons évidentes – dans le secteur public belge. Les efforts de recrutement accrus portent leurs fruits, bien qu'à un rythme plus lent qu'attendu. Cela nous mènera probablement au-delà de la fin de cette année pour que les effectifs moyens en Belgique atteignent à nouveau leurs niveaux d'avant la crise.

Compte tenu des évolutions dans le secteur, nous restons néanmoins optimistes quant à la progression de l'entreprise et son positionnement à long terme. La structuration de notre organisation et de nos processus autour d'une offre de source unique remporte des succès dans la vente et la livraison. La réaction des clients est positive.

Notre objectif est de continuer de faire croître la société par les ventes, des nouveaux recrutements, l'excellence opérationnelle ainsi que par des acquisitions. Nous serons bien placés lorsque l'activité économique tournera à nouveau à plein régime. »

Au cours de cette période, nous avons décroché de nouveaux contrats et trouvé de nouveaux clients dans un large éventail de secteurs, dont certains sont repris ci-après :

- **Samsonite Belgium**, l'un des designers, fabricants et distributeurs leaders de bagages, a fait le choix stratégique de ne plus investir dans sa propre infrastructure de datacenters et de serveurs. Samsonite migrera vers le DataCenter RealDolmen et utilisera l'infrastructure partagée qu'il propose. Cela permettra au service IT de Samsonite de se concentrer sur l'entretien des applications et processus. Samsonite est le premier client du DataCenter RealDolmen.
- **UCB**, une société biopharmaceutique mondiale, a choisi RealDolmen comme fournisseur et intégrateur de NetApp pour tous ses besoins de gestion de données et de stockage de données. Dans une première phase, l'environnement VMWare complet, plus les services fichiers & archivage, seront transférés vers NetApp.
- RealDolmen a remporté le contrat cadre des Applications OPD avec **FAVV**, l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire. Ce contrat cadre couvre la fourniture de ressources aux projets de développement et aux projets de Gestion de l'Information, y compris les projets à long et à court terme. Le contrat court sur une période de 2 ans et peut être prorogé.

Chiffre d'affaires

Comme prévu, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre a légèrement progressé par rapport à l'exercice précédent, car le rebond de crise. Infrastructure Products réalise d'excellentes performances, Professional Services est en hausse, bien que toujours sous la pression de la réduction des effectifs, et Business Solutions souffre d'une moindre activité de certaines de nos applications de gestion.

Chiffre d'affaires par segment en m€	S1 2010/2011	S1 2009/2010	% Variance
Infrastructure Products	34,0	30,9	10,2%
Professional Services	61,8	61,1	1,2%
Business Solutions	16,9	18,9	-10,7%
Sous-total Services & Solutions	78,8	80,1	-1,6%
Total Groupe	112,8	111,0	1,6%

- **Infrastructure Products** : Le chiffre d'affaires a progressé de 10,2 % au 1^{er} semestre par rapport à la même période de l'an dernier. Cela démontre que la société conserve son leadership du marché de la virtualisation et dans les offres de datacenter au BeLux sur un marché qui commence progressivement à se relancer.
- **Professional Services** : Le chiffre d'affaires de Professional Services a augmenté de 1,2 % par rapport à la même période de l'an dernier. Ce chiffre d'affaires a été acquis en dépit d'une réduction d'une année sur l'autre dans les effectifs facturables dans nos activités belges par suite de la crise du dernier exercice financier. La croissance du chiffre d'affaires est imputable entre autres aux excellents résultats de notre société française, à l'amélioration des tarifs dans notre activité de services d'application, et à la facturabilité améliorée dans nos activités de services d'infrastructure.
- **Business Solutions** : Le chiffre d'affaires de Business Solutions a baissé de 10,7 % durant la période. Cette baisse est presque totalement imputable à un net fléchissement de certaines de nos applications de gestion dans la période par rapport à l'an dernier. En Belgique, les clients continuent à prendre très longtemps avant de se décider sur les gros projets dans la planification des ressources d'entreprise et les réorganisations de l'information interne. Un volume relativement plus grand de projets de plus faible ampleur maintient une certaine pression sur la facturabilité tandis que les effectifs sont toujours légèrement en baisse.

Résultat opérationnel avant éléments non récurrents (REBIT)

Au cours du semestre, les marges de REBIT ont baissé à 2,7 %. Les marges sur l'activité produits et les frais généraux se sont redressées. Professional Services continue de souffrir de l'impact de la baisse des effectifs, tandis que les marges de Business Solutions ont fléchi comme conséquence de la réduction de l'activité de certaines de nos applications de gestion.

Chiffre d'affaires par segment en m€	S1 septembre 2010					S1 septembre 2009				
	Produits Infra	Prof Services	Bus Solutions	Corporate	Groupe	Produits Infra	Prof Services	Bus Solutions	Corporate	Groupe
Chiffre d'affaires	34,0	61,8	16,9		112,8	30,9	61,1	18,9		111,0
Résultat opérationnel avant éléments non récurrents	1,7	2,7	0,0	-1,4	3,0	0,7	3,9	0,7	-1,7	3,5
Marge REBIT en %	4,9%	4,4%	-0,1%		2,7%	2,3%	6,3%	3,5%		3,2%

Les marges de la division **Infrastructure Products** ont augmenté de 2,6 % à 4,9 % en conséquence d'un volume plus important et d'un mix produits différent, avec des plus gros contrats débouchant sur des marges plus élevées.

Dans les **Professional Services**, nous avons constaté au 1^{er} semestre une diminution des marges de 6,3 % à 4,4 %. Cela s'explique par des recettes moindres dans nos activités belges à marge plus élevée résultant de la baisse des effectifs après la crise financière de l'an dernier et de la facturation moindre imputable entre autres à davantage de formations en termes relatifs. Cet impact négatif est atténué par l'impact positif de l'efficacité accrue après le programme d'optimisation de l'an dernier.

Les marges de **Business Solutions** ont sensiblement baissé de 3,5 % au seuil de rentabilité. Cette évolution négative est la conséquence de la réduction de l'activité 'business application' à marges élevées. Les marges de l'activité belge s'améliorent, mais ne sont pas suffisantes pour compenser la baisse susmentionnée en raison de la pression sur la facturabilité, des effectifs moindres et des investissements dans la roadmap.

Les frais généraux se sont améliorés de 400 k€ à la suite d'une diminution des frais de litige et des efforts d'optimisation déployés l'an dernier.

Résultat opérationnel (EBIT)

Nous avons vu l'EBIT augmenter de 2,4 m€ par rapport à la même période de l'an dernier. Cette évolution est due d'une part aux 2,1 m€ de frais de restructuration de l'an dernier liés à la crise financière, qui ont été qualifiés de non récurrents. Cette année, nous n'avons comptabilisé aucun frais de restructuration, et lorsque des frais de licenciement ont été encourus, ils ont été inclus dans le REBIT des segments en question. D'autre part, il y a un impact positif de l'écart d'acquisition négatif de 0,8 m€ de l'acquisition Lille, atténué par les coûts de 0,2 m€ liés à la transaction.

Profit net total du Groupe

Le Groupe a déclaré un profit net de 0,8 m€ pour la période, contre une perte de 1,7 m€ l'an dernier pour la même période. Cette augmentation de 2,5 m€ du profit net est en grande partie imputable au niveau d'EBIT. Le profit net a aussi été impacté favorablement par une réduction de 388 k€ d'impôts sur le résultat, car relativement davantage de profit a été généré en Belgique où les impôts sont imputés sur notre actif d'impôts différés. Les charges financiers ont légèrement augmenté de 200 k€ par suite de l'accumulation annuelle de la portion de dette de l'obligation convertible de 250 k€ atténuée par une amélioration de 50 k€ des intérêts imputable à la réduction de la dette.

Flux de trésorerie

Le total des entrées de trésorerie s'est monté à 1,3 m€. 5 m€ représente le flux de trésorerie d'exploitation nette malgré la baisse de 0,5 % de la marge de REBIT. La différence entre les 1,3 m€ de cash générés et l'écart de 8,4 m€ pour la trésorerie inscrite au bilan s'explique par le transfert de 7,1 m€ des 'Actifs détenus à des fins de transaction' vers la 'Trésorerie et les équivalents de trésorerie'.

Capitaux propres / endettement net

Les capitaux ont augmenté de 0,8 m€ en raison du profit net généré au cours du semestre.

La position totale d'endettement s'élève à 55,2 m€ et consiste principalement en 42,6 m€ de dette convertible à un taux favorable avec une maturité en juillet 2012. Le solde de trésorerie reste favorable et s'élève à 46,7 m€, en hausse de 1,3 m€ par rapport à mars 2010.

Perspectives pour le 2e semestre 2010/2011

Nous continuons de nous attendre à une croissance limitée des recettes et à une rentabilité améliorée pour l'exercice complet. Nous escomptons une légère progression des recettes des prestations. Pour les recettes des produits, nous devons agir avec précaution à la lumière de la nature moins prédictible de cette activité, et nous prévoyons qu'il sera légèrement en baisse. Les marges de REBIT ne s'amélioreront que légèrement, car le recrutement actuel de professionnels en Belgique ne compense pas la réduction des effectifs l'an dernier. Le résultat net devrait continuer de s'améliorer étant donné que les charges exceptionnelles liées aux synergies et aux plans d'amélioration sont derrière nous.

Nous restons confiants car grâce à notre forte position sur le marché, à la répartition équilibrée de nos clients entre un certain nombre de secteurs, au renforcement de notre offre et aux bénéfices des projets stratégiques dans lesquels nous avons continué à investir, nous pourrions gagner encore des parts de marché, en particulier au moment où l'économie se portera mieux.

1.2 Principaux risques et incertitudes

Conformément à la législation applicable, la Société présente un aperçu des principaux risques et incertitudes susceptibles d'exercer un impact négatif sur son développement, ses résultats financiers ou sa position sur le marché.

- **Des changements de l'environnement économique pourraient affecter négativement la demande et une pression concurrentielle pourrait entraîner une tension accrue sur les marges**

Les marchés sur lesquels nous sommes et sur lesquels nous voulons devenir de plus en plus actifs sont sujets à des fluctuations du marché et à une récession. Compte tenu de la récente récession économique et de la lenteur de l'amélioration de l'activité, les marges restent soumises à de fortes pressions. De plus, ces marchés sont caractérisés par de faibles barrières à l'entrée. On ne peut exclure qu'une nouvelle intensification de la concurrence puisse entraîner une réduction des marges. Les développements économiques et la concurrence peuvent différer par région/pays et par segment de marché dans lesquels nous sommes (ou deviendrons) (plus) actifs. La compétitivité dépend de plusieurs facteurs, à la fois dépendants et indépendants de notre contrôle. Ces facteurs incluent ce qui suit :

- le succès dans la conception et le développement de produits / services nouveaux ou améliorés ;
- l'aptitude à répondre aux besoins de nos clients ;
- les prix, la qualité, la performance, la fiabilité ;
- les caractéristiques, la convivialité et la diversité de nos produits ;
- les prix et la qualité de notre portefeuille de services ;
- la capacité à attirer et à retenir des experts de grande qualité du secteur des TIC ;
- la qualité de nos services clientèle ;
- la reconnaissance de la marque et notre image sur le marché ; et
- l'introduction de produits ou de technologies par nos concurrents.

Si nous ne pouvons concourir avec succès dans chacun des segments où nous sommes actifs, ceci pourrait affecter nos marges et notre rentabilité.

- **Notre entreprise serait négativement affectée en cas d'incapacité de notre part à anticiper et à soutenir le rythme des mutations rapides de la technologie ou si la croissance de l'utilisation de la technologie dans les entreprises n'était pas aussi rapide que par le passé.**

Le succès dépendra en partie de notre capacité à développer et à mettre en œuvre des services et des solutions d'information, de communication et de technologie qui anticipent et soutiennent le rythme des mutations constantes et rapides de la technologie et des normes de l'industrie. Nous pourrions ne pas réussir à anticiper ou à répondre à ces développements sur une base opportune et nos offres pourraient ne pas être couronnées de succès sur le marché. De même, les services, les solutions et les technologies développées par les concurrents pourraient rendre nos offres de services ou de solutions non concurrentielles ou obsolètes.

Chacune de ces circonstances pourrait exercer un impact négatif significatif sur notre capacité à obtenir et à parfaire avec succès les engagements des clients.

Notre activité dépend également, en partie, de la croissance continue de l'utilisation de la technologie dans les entreprises par nos clients actuels et futurs ainsi que par leurs propres clients et fournisseurs. Si la croissance de l'utilisation de la technologie ralentit en raison des difficultés de la conjoncture économique, notre activité pourrait en être négativement affectée. En outre, l'utilisation des nouvelles technologies pour le commerce requiert généralement la compréhension et l'acceptation d'une nouvelle façon de diriger les activités et d'échanger des informations. Les entreprises qui ont déjà investi des ressources substantielles dans les moyens traditionnels de diriger le commerce et d'échanger des informations pourraient être particulièrement peu enclinées ou lentes à adopter une nouvelle approche qui pourrait rendre obsolète une partie de leur personnel et de leur infrastructure existants, ce qui pourrait donc réduire la demande de leur part.

- **Les entreprises sont de plus en plus en compétition au niveau mondial. Une concurrence accrue de la part des acteurs mondiaux ou paneuropéens pourrait entraîner une pression accrue sur les marges et une baisse de la rentabilité**

De grands concurrents internationaux ainsi que des acteurs paneuropéens qui tentent de pénétrer davantage sur les marchés locaux pourraient générer une concurrence intensifiée qui, à son tour, pourrait entraîner une pression accrue tant sur les marges que sur la rentabilité.

- **Au cas où nous ne réussirions pas à engager, à garder et à attirer du personnel qualifié, cela affectera négativement notre futur succès**

Le personnel constitue un facteur de succès capital et une condition essentielle de notre croissance. Nous devons recruter du personnel hautement qualifié pour alimenter cette croissance. Il importe également de retenir ce personnel. Pour l'instant, la demande de personnes disposant des compétences en TIC propre à notre personnel s'intensifie de nouveau. Au même titre qu'auparavant, une pénurie de personnel ou une forte rotation du personnel aurait pour effet de restreindre notre croissance, tout comme un excédent de travailleurs non facturables pourra également peser sur nos performances durant les périodes de crise économique.

- **Dépendance vis-à-vis du succès des ventes**

Le plan d'exploitation 2010/2011 se fonde sur certains succès des ventes dans l'ensemble de l'entreprise. Il s'agit de ventes à des nouveaux clients ainsi qu'à des clients existants. Bien que nous disposions d'une prévision certaine de ventes, il n'est pas certain que les ventes prévues se réaliseront effectivement, alors que la crise économique mondiale tire à sa fin et que de nouvelles crises financières et politiques s'annoncent. Une partie des ventes escomptées concerne des produits qui pourraient nécessiter des fonctionnalités supplémentaires. Il existe des risques dans la réalisation de ces tâches, qui pourraient exercer un impact sur notre capacité à vendre et/ou livrer les solutions promises.

- **Des coûts ou retards imprévus pourraient rendre nos contrats non rentables**

Nous disposons de différents types de contrats, dont des contrats en régie, des contrats à prix forfaitaires et des contrats combinant ces deux types de prestation. Tous ces types de contrats présentent des risques lorsque des engagements sont établis en termes de timing, de budget, de compétences ou de performances à réaliser. Lorsque nous élaborons des propositions qui nous engagent, nous estimons les délais et les coûts requis pour mener à bien les projets. Dans ces estimations, nous cherchons à évaluer le plus précisément possible l'efficacité des méthodes et des spécialistes que nous prévoyons de mobiliser dans les projets concernés. Des coûts plus élevés ou imprévisibles, tout comme des retards inattendus dans l'exécution de nos engagements, notamment causés par des facteurs échappant à notre contrôle, pourraient rendre ces contrats moins rentables, voire totalement non rentables, ce qui aurait un impact négatif sur la marge bénéficiaire. Dans le passé, nous avons déjà connu des dépassements de coûts résultant d'estimations erronées.

- **Nos contrats peuvent être résiliés par nos clients moyennant un bref préavis**

En règle générale, les clients font appel à nous sur une base non exclusive, au cas par cas, plutôt que dans le cadre de contrats d'exclusivité à long terme. Même si nos systèmes comptables identifient la durée des engagements pris, ils n'indiquent pas si ces contrats peuvent être résiliés moyennant un préavis de courte durée et sans pénalité significative. Nous estimons cependant que la plupart de nos contrats sont dans ce cas. Les Service Level Agreements (services et maintenance) sont conclus sur une base annuelle et ne peuvent être résiliés qu'à la date d'expiration de la convention moyennant un préavis d'au moins 90 jours. La résiliation des contrats avec un préavis de courte durée pourrait affecter négativement nos résultats d'exploitation.

▪ **La rentabilité souffrira si nous ne sommes pas capables de maintenir notre politique de prix et nos taux d'utilisation et de contrôler nos coûts**

La rentabilité est largement déterminée par les tarifs qui sont facturés pour les services et par le taux d'occupation ou la disponibilité des experts. Par conséquent, si nous n'étions pas capables de maintenir notre politique de prix pour nos services ou de conserver un taux d'occupation adéquat pour nos spécialistes, sans réductions de coûts correspondantes, nous ne pourrions pas conserver notre marge bénéficiaire et la rentabilité en souffrirait.

Les tarifs sont influencés par un certain nombre de facteurs, notamment :

- la perception que le client a de notre capacité à fournir une valeur ajoutée grâce à nos services ;
- la concurrence ;
- l'introduction par nous ou par nos concurrents de nouveaux services ou produits ;
- la politique de prix des concurrents ; et
- la conjoncture économique en général.

Nos taux d'occupation sont également influencés par un certain nombre de facteurs, notamment :

- les tendances saisonnières, en raison surtout des périodes de congés ;
- la capacité à assurer la transition pour les travailleurs entre les projets achevés et les projets nouveaux ;
- la capacité à prévoir la demande de services de nos clients et à maintenir dès lors des effectifs suffisants dans les différents services ;
- la capacité à gérer les départs naturels ; et
- l'efficacité de notre équipe de vente.

Les réductions de coûts actuelles et futures pourraient ne pas suffire pour préserver les marges si la crise économique dure encore plusieurs trimestres. Par ailleurs, si le nombre de professionnels est accru et notre stratégie de croissance est mise en œuvre, nous risquons de ne pas pouvoir gérer un nombre sensiblement plus important d'employés plus divers, maîtriser nos coûts et améliorer notre efficacité.

▪ **Les erreurs ou les défauts non détectés de nos logiciels pourraient avoir un impact négatif sur nos performances, réduire la demande de nos produits et services et augmenter nos coûts de service et de maintenance**

Les applications développées en interne pourraient contenir des erreurs ou des défauts qui n'ont pas été détectés et qui pourraient avoir un impact négatif sur nos performances et réduire la demande de nos produits. Toutes les déficiences ou les erreurs dans les versions nouvelles ou améliorées de nos produits pourraient entraîner la perte de commandes ou des retards dans la réception des commandes et dès lors provoquer des pertes de revenus, des retards dans l'acceptation du marché, le détournement de ressources destinées au développement, des plaintes en raison de la responsabilité du produit, ou une augmentation des coûts de service et de garantie. Les éventuelles plaintes peuvent générer des frais de défense élevés et requérir des ressources considérables, qui pourraient peser sur le résultat. De plus, le total des coûts de maintenance, de contrôle et d'engineering dans le cas de défaillances graves et insolubles d'une application développée en interne peut ne pas être entièrement couvert par les indemnités fixées et payées chaque année pour les services et la maintenance.

▪ **Des tiers peuvent prétendre que nous violons leurs droits de propriété intellectuelle**

Même si nous pensons que nos produits ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tierces parties, et que nous avons nous-mêmes tous les droits requis pour utiliser la propriété intellectuelle employées pour nos activités, nous sommes exposés au risque de plaintes relatives à une prétendue violation des droits de propriété intellectuelle d'une tierce partie, y compris s'agissant de propriété intellectuelle développée par des tierces parties et acquise dans le cadre de transactions d'affaires ou de l'achat d'actifs. Ces plaintes pourraient nous contraindre à dépenser des sommes considérables en frais de justice et en paiement de dommages et intérêts, à mobiliser des ressources importantes de management, à des retards dans les expéditions, à contracter des conventions de droits d'auteurs ou de licence dans des conditions défavorables, à cesser d'utiliser les noms commerciaux ou les technologies contestées, ou à développer une propriété intellectuelle qui ne viole pas celle de tiers. L'assurance responsabilité ne protège pas l'entreprise contre le risque que sa technologie ou la technologie d'un tiers sous licence viole la propriété intellectuelle de tierces parties. De telles plaintes peuvent dès lors avoir un impact négatif sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de l'entreprise.

- **Litiges**

La société n'est pas impliquée dans des litiges, qui peuvent être qualifiés d'obligations latentes selon la définition des IFRS.

1.3 Transactions avec des parties liées

Les articles 523, 524 et 524ter du Code belge de sociétés prévoient une procédure spéciale en cas de conflits d'intérêts et de transactions avec des parties liées. Pendant le cours de l'exercice comptable qui s'est clôturé le 31 mars 2011, aucun conflit d'intérêts ou aucune transaction avec des parties liées devant être mentionné n'a eu lieu.

2 Etats financiers semestriels consolidés

Etat consolidé résumé du résultat global pour la période clôturée au 30 septembre 2010

		30/09/2010 EUR '000	30/09/2009 EUR '000
ACTIVITES POURSUIVIES			
Produits opérationnels		114.270	111.594
Chiffre d'affaires	note 2 / 9	112.803	110.981
Autres produits opérationnels	note 3	1.467	613
Charges opérationnelles		-111.251	-108.048
Achats de marchandises pour la revente, matières premières et produits finis		-30.256	-27.315
Services et biens divers ⁽¹⁾	note 4	-26.627	-23.865
Frais de personnel ⁽¹⁾	note 4	-51.764	-54.374
Amortissements et dépréciations		-2.231	-2.474
Provisions et réductions de valeurs	note 4	-106	521
Autres charges opérationnelles	note 3	-267	-541
RESULTAT OPERATIONNEL avant ELEMENTS NON RECURRENTS		3.019	3.546
Produits non récurrents	note 9	800	0
Charges de restructuration		0	-2.102
Autres charges non récurrents	note 9	-204	-190
RESULTAT OPERATIONNEL (EBIT)	note 9	3.615	1.254
Produits financiers		120	130
Charges financières		-2.962	-2.762
Résultat avant impôts		773	-1.378
Impôts sur le résultat		25	-363
Résultat de l'exercice		798	-1.741
Autres éléments du résultat global		0	0
Résultat global de l'exercice		798	-1.741
Attribuable :			
<i>au Groupe</i>		798	-1.741
<i>aux intérêts non contrôlant</i>		0	0
RESULTAT PAR ACTION (en EURO)			
Résultat de base par action (EURO)		0,149	-0,325
Résultat dilué par action (EURO)		0,149	-0,325

(1) les chiffres comparatifs ont été ajustés pour classer la rémunération du Conseil d'Administration comme « Frais de personnel » au lieu de « Services et bien divers »

Bilan consolidé résumé pour la période clôturée au 30 septembre 2010

	30/09/2010 EUR '000	31/03/2010 EUR '000
ACTIFS		
Actifs non courants	137.502	138.635
Goodwill	97.714	97.714
Immobilisations incorporelles	2.673	3.264
Immobilisations corporelles	16.354	16.888
Actifs d'impôts différés ⁽¹⁾	note 5 20.174	20.007
Créances de contrats de location-financement	587	762
Actifs courants	123.264	125.447
Stocks	1.201	1.121
Créances commerciales et autres créances	note 6 75.380	78.964
Actifs détenus à des fins de transactions	note 8 670	7.725
Trésoreries et équivalents de trésorerie	46.013	37.637
Actifs détenus en vue de la vente	0	0
Total Actifs courants	123.264	125.447
TOTAL ACTIFS	260.766	264.082
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		
Capitaux propres	132.602	131.804
Capital social	32.193	32.193
Primes d'émission	61.807	61.807
Résultats non distribués	38.602	37.804
Capitaux propres attribuables au Groupe	132.602	131.804
Intérêts non contrôlants	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	132.602	131.804
Passifs non courants	55.968	54.175
Dette convertible	42.598	40.431
Dettes de contrats de location-financement	2.412	2.720
Emprunts bancaires et autres emprunts	3.409	3.941
Obligations liées aux avantages du personnel	4.218	3.996
Provisions	2.806	2.527
Passifs d'impôts différés ⁽¹⁾	note 5 525	560
Passifs courants	72.196	78.103
Dettes de contrats de location-financement	265	258
Emprunts bancaires et autres emprunts	6.480	10.092
Dettes commerciales et autres dettes	note 7 64.503	66.351
Dettes d'impôts sur le résultat	403	523
Provisions	545	879
Passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente	0	0
Total Passifs courants	72.196	78.103
TOTAL PASSIFS	128.164	132.278
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	260.766	264.082

(1) les chiffres comparatifs ont été ajustés pour la compensation des actifs d'impôts différés et les passifs d'impôts différés par entité juridique

Etat consolidé résumé des variations des capitaux propres pour la période clôturée au 30 septembre 2010

	<u>Capital social</u>	<u>Primes d'émission</u>	<u>Dettes convertibles</u>	<u>Résultat non distribués</u>	<u>Total</u>
Solde au 1er avril 2009	32.193	50.006	12.687	35.575	130.461
Résultat de l'exercice				-1.741	-1.741
Paiements fondés sur des actions		120			120
Transfert au sein des capitaux propres		-1.126		1.126	0
Autres				-2	-2
Solde au 30 septembre 2009	32.193	49.000	12.687	34.958	128.838
Solde au 1er avril 2010	32.193	49.120	12.687	37.804	131.804
Résultat de l'exercice				798	798
Paiements fondés sur des actions					0
Solde au 30 septembre 2010	32.193	49.120	12.687	38.602	132.602

Tableau consolidé résumé des flux de trésorerie pour la période clôturée au 30 septembre 2010

	30/09/2010 EUR '000	30/09/2009 EUR '000
EBIT	3.615	1.254
Amortissements	2.231	2.474
Dépréciations d'actifs	0	0
Pertes de valeurs	0	0
Ajustements de valeurs d'investissements financiers	0	0
Variations de provisions	158	-115
Charges de restructuration	0	0
(Profits) / Pertes sur la sorties d'actifs	-502	-115
Paiements fondés sur des actions	0	120
Goodwill négatif	-800	0
Autres éléments sans effets de trésorerie inclus dans l'EBIT	-675	186
Flux de trésorerie bruts provenant des activités opérationnelles	4.027	3.805
Variations du fonds de roulement	958	4.846
Flux de trésorerie nets	4.985	8.651
Impôts sur le résultat payés	-213	-115
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	4.772	8.536
Intérêts reçus	55	88
Dividendes reçus	0	0
Variations des créances de location-financement ⁽¹⁾	0	0
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-75	-22
Acquisition d'immobilisations corporelles	-384	-419
Acquisition d'immeubles de placement	0	0
Acquisition de filiale de Lille	1.352	0
Paiement différé sur l'acquisition d'Axias	-1.446	0
Vente d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles	554	228
Vente d'actifs détenus à des fins de transactions (SICAVS)	8.064	4.089
Acquisition d'actifs détenus à des fins de transactions (SICAVS)	-1.006	-2.170
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	7.114	1.794
Intérêts payés	-620	-692
Variation des capitaux propres	0	0
Sortie de trésorerie dette convertible	0	0
Dividendes payés	-1	0
Entrée de trésorerie de dettes financières	0	0
Remboursement de dettes financières ⁽¹⁾	-2.889	-1.567
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-3.510	-2.259
Effet des variations des taux de change	0	0
Effet des variations dans le périmètre de consolidation	0	0
Augmentation ou diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8.376	8.071
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	37.637	23.456
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	46.013	31.527
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	8.376	8.071

(1) les chiffres comparatifs ont été ajustés pour les flux qui ne représentent pas des variations de trésorerie des créances et dettes des contrats de location-financement

Notes aux états financiers semestriels consolidés

NOTE 1 - DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés résumés de RealDolmen pour la période comptable se clôturant au 30 septembre 2010 ont été établis en conformité avec IAS 34 - Information financière intermédiaires et au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 30 septembre 2010.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations qui avaient déjà été publiées à la date d'approbation des présents comptes résumés, mais n'étaient pas encore entrées en vigueur à la date de clôture de la période.

Sauf pour quelques ajustements de reclassification (voir note dans les états primaires), les méthodes comptables appliquées dans ces états financiers intermédiaires sont identiques à celles ayant prévalu à l'élaboration des états financiers consolidés annuels clôturés au 31 mars 2010.

NOTE 2 – INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe est actuellement divisé en trois divisions, Infrastructure Products, Professional Services et Business Solutions, et ce à des fins de gestion. Ces divisions constituent la base de l'information sectorielle du Groupe. Les principales activités du Groupe sont les suivantes :

- Infrastructure Products : produits matériels et licences logicielles en tout genre.
- Professional Services : services en matière de développement logiciel et d'infrastructure et produits (IP propres sous la forme de didacticiels, de méthodologies de développement, de méthodologies de gestion de projets, d'éléments logiciels, etc.).
- Business Solutions : solutions clé-sur-porte développées au départ de logiciels propres ou implémentées sur les plates-formes de tiers. Vente de produits et services tels que logiciels de tiers, ou IP développés en interne sous la forme de licences.

Produit sectoriel et résultat sectoriel

	Produit sectoriel		Résultat sectoriel	
	30/09/2010 EUR '000	30/09/2009 EUR '000	30/09/2010 EUR '000	30/09/2009 EUR '000
Activités poursuivies				
Infrastructure Products	34.049	30.911	1.656	720
Professional Services	61.828	61.121	2.746	3.867
Business Solutions	16.926	18.949	-12	671
Autres ⁽¹⁾	0	0	-775	-4.004
	112.803	110.981	3.615	1.254
			<i>résultat financier net</i>	
			-2.842	-2.632
Résultat avant impôt			773	-1.378
Impôt sur le résultat			25	-363
Résultat de la période provenant des activités poursuivies			798	-1.741
Produit et résultat de la période consolidé	112.803	110.981	798	-1.741

(1) la ligne "Autres" contient également le goodwill négatif (800 k€) sur l'acquisition de la succursale à Lille et les frais connexes à l'acquisition (204 k€)

Les produits tels que présentés ci-dessus concernent exclusivement les clients externes. Aucune ventes intersectorielles n'ont été réalisées pendant la période comptable 2010-2011 et 2009-2010.

NOTE 3 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	30/09/2010	30/09/2009
	EUR '000	EUR '000
Autres produits opérationnels	1.467	613
Autres charges opérationnelles	-267	-541
Total autres produits et charges opérationnels	1.200	72

Les autres produits opérationnels comprennent entre autres des gains sur la vente d'immobilisations corporelles (503 k€, septembre 2009 : 128 k€), indemnités d'assurance (580 k€, septembre 2009 : 100 k€) et des cotisations des employés (162 k€, septembre 2009 : 77 k€).

L'augmentation est le résultat des indemnités d'assurance et des gains sur vente d'immobilisations.

Les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement les précomptes immobiliers (46 k€, septembre 2009 : 39 k€), le TVA non déductible sur les véhicules (91 k€, septembre 2009 : 105 k€), les dépréciations sur créances commerciales (71 k€, septembre 2009 : 256 k€) et les amendes (32 k€, septembre 2009 : 96 k€).

NOTE 4 - CHARGES OPERATIONNELLES

	30/09/2010 EUR '000	30/09/2009 EUR '000
Services et biens divers		
Location et entretien	1.456	1.476
Sous-traitants et conseillers	16.715	15.221 ⁽¹⁾
Frais de voiture	5.458	5.040
Frais de voyage	752	271
Frais de transport	33	74
Frais administratifs et frais liés aux réseaux	429	225
Frais de télécommunications, frais de correspondance et frais administratifs	459	533
Frais d'assurance	128	168
Frais d'engagement et de formation	327	112
Frais de marketing	631	434
Autres dépenses	239	311 ⁽¹⁾
Total des services et biens divers	26.627	23.865

Frais de personnel		
Salaires et rémunérations	41.371	42.948 ^{(1) (2)}
Cotisations de sécurité sociale	8.304	9.010
Assurances de personnel	1.666	1.703
Frais de pension	195	327 ⁽²⁾
Compensations fondées en actions	0	120
Autres	228	266
Total des frais de personnel	51.764	54.374

Les frais de personnel s'élèvent à 51.764 k€ (septembre 2009 : 54.374 k€) et comprennent tous les salaires et rémunérations, les pécules de vacance, les assurances offerts aux employés, les primes de fin d'année et les frais de pensions, ainsi que les rémunérations des Administrateurs.

Le Groupe employait 1.515 personnes en moyenne pendant la période comptable (2009 : 1.590 FTE en moyenne). Ceci a résulté en une baisse des frais de personnel comparés à la même période l'exercice précédent.

Provisions

Provisions (reprises) ⁽³⁾	114	-406
Réductions de valeur sur créances douteuses (reprises)	-69	-148
Réductions de valeur sur stocks périmés (reprises)	61	33
Total provisions	106	-521

(1) ajustement des rémunérations aux Administrateurs des 'sous-traitants et conseillers' et des 'autres charges' vers 'salaires et rémunérations' conformément à IAS 19.6

(2) reclassification entre 'frais de pension' et 'salaires et rémunérations' (66 k€)

(3) ce montant est composé d'additions pour 309 k€ (septembre 2009 : 178 k€) principalement liées aux litiges avec des anciens employés et aux pertes sur contrats et d'utilisations pour 195 k€ (septembre 2009 : 584 k€) principalement liées à des litiges avec des clients

NOTE 5 - IMPÔTS DIFFERES

La fusion de Real et Dolmen résultera en un bénéfice imposable dans un avenir prévisible, ainsi une partie des pertes fiscales non utilisées à reporter en avant a été comptabilisée. Après l'établissement de la déclaration fiscale pour l'année fiscale 2010, le montant des pertes fiscales reportées en avant s'élève à 145 m€.

Impôts différés sur les pertes fiscales à reporter en avant de RealDolmen

Vu que la fusion de Real et Dolmen résultera en un bénéfice imposable dans un avenir prévisible, la direction estime qu'il est opportun de comptabiliser une partie des pertes fiscales non utilisées à reporter en avant. Le bénéfice imposable estimé dans un avenir prévisible s'élève à 61.091 k€. Ce qui résulte en un actif d'impôts différés d'un montant de 20.160 k€ au 31 mars 2010. Cet actif d'impôts différés est comptabilisé par le biais du compte de résultats, conformément à IAS 12.67.

Sur base de l'analyse effectuée au 30 septembre 2010, le management estime que le bénéfice imposable dans un avenir prévisible sera suffisant afin que l'actif d'impôt différé de 20.160 k€ au 31 mars 2010 puisse y être utilisé.

L'impôt sur le résultat est positif, parce que le produit d'impôts différés sur les ajustements IFRS est supérieur à la charge d'impôt différé sur les ajustements IFRS et supérieur à la charge d'impôt locale des filiales étrangères.

NOTE 6 - CREANCES COMMERCIALES

	30/09/2010 EUR '000	31/03/2010 EUR '000
Montant brut des créances commerciales	73.512	76.408
Provision pour créances douteuses	-1.781	-1.849
Valeur nette comptable des créances commerciales	71.732	74.558
Autres créances	3.648	4.406
<i>Charges différées</i>	888	793
<i>Produits de régularisation</i>	24	5
<i>Autres créances</i>	2.735	3.608
Créances commerciales et autres	75.380	78.964

Le délai moyen de paiement est de 98 jours (en mars 2010 : 97 jours). Bien que les conditions générales de vente prévoient une charge d'intérêts de 12 % sur base annuelle, aucun intérêt n'est imputé en pratique sur les créances commerciales. Le taux d'intérêt de 12 % n'est appliqué que dans des cas très spécifiques. Les créances impayées sont suivies de près par le Groupe. Une procédure de contrôle est activée dès que les factures arrivent à échéance.

Avant d'accepter de nouveaux clients, le Groupe utilise un système de solvabilité externe afin d'apprécier la solvabilité du client potentiel et de fixer sa limite de crédit. Dans l'ensemble, RealDolmen a des clients solvables dans des secteurs stables. Aucun de ses clients ne représente plus de 5 % des créances impayées, la concentration du risque est donc très limitée. Un autre avantage du secteur IT est que les budgets pour les investissements et développements IT sont souvent disponibles dès le début du projet. Les amortissements sur créances douteuses actés par RealDolmen sont par conséquent très faibles.

Les créances commerciales du Groupe comprennent un montant de 43.524 k€ (en mars 2010 : 49.123 k€) de créances échues à la date de clôture de l'exercice pour lesquelles le Groupe n'a pas constitué de provision. Aucune provision n'a été constituée parce qu'il n'y a pas eu de changement notable au niveau de la solvabilité du client et que ces montants sont toujours considérés comme recouvrables. Le Groupe n'a constitué aucunes sûretés sur ces montants.

Analyse d'ancienneté des créances échues, mais n'ayant pas encore subi de réduction de valeur

	30/09/2010 EUR '000	31/03/2010 EUR '000
Courantes	29.554	31.740
Echues depuis moins de 91 jours	10.683	14.240
Echues depuis 91 à 120 jours	2.185	1.871
Echues depuis plus de 121 jours	1.102	1.272
	43.524	49.123

La baisse des créances commerciales est principalement due au déclin du secteur pendant les 6 premiers mois de l'exercice et le suivi continu des créances ouvertes par le département du contrôle de crédit.

NOTE 7 - DETTES COMMERCIALES ET AUTRES

	30/09/2010	31/03/2010
	EUR '000	EUR '000
Dettes commerciales	21.624	17.894
Autres dettes	42.879	48.457
<i>Produits à reporter et charges à imputer</i>	6.222	8.826
<i>Dettes sociales et fiscales</i>	32.017	34.046
<i>Dividendes à payer</i>	526	526
<i>Advances on non-completed work</i>	2.943	3.822
<i>Acomptes sur travaux non achevés</i>	519	728
<i>Autres</i>	652	509
Dettes commerciales et autres	64.503	66.351

L'augmentation des dettes commerciales est principalement due à quelques gros contrats de hardware pendant les derniers mois du semestre.

La période de crédit moyenne est de 55 jours (2009-2010 : 46 jours).

Le Groupe mène une politique de maîtrise des risques financiers qui vise à garantir que toutes les dettes sont payées dans le délai de paiement.

NOTE 8 - ACTIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION

	30/09/2010	31/03/2010
	EUR '000	EUR '000
SICAV	670	7.725

Au 30 septembre 2010, les SICAVs sont détenues par Aerial (France) et sont évaluées à la juste valeur par le biais du compte de résultats. Tant les gains réalisés que les gains non réalisés sur ces SICAV ont été comptabilisés en produits financiers. Pendant le premier semestre, RealDolmen SA (Belgique) a vendu ses SICAVs, ce qui explique en partie l'augmentation du solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

TOELICHTING 9 - REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Airial, filiale de RealDolmen, achète le centre opérationnel de T-Systems à Lille au 1er juillet 2010

Airial, la filiale française de RealDolmen, a acquis les activités de T-Systems à Lille, qui regroupe 40 personnes pour un chiffre d'affaires supérieur à 3 m€ and about 40 full-time associates. L'implantation lilloise de T-Systems est spécialisée dans le développement et le support d'une solution "Assurance vie". Ce centre est par ailleurs certifié "Microsoft Gold". Il est spécialisé dans le développement et la promotion de solutions dans le domaine de l'assurance vie en France, Belgique et au Luxembourg. Cette affaire renforce progressivement la position actuelle d'Airial dans le secteur de l'assurance et de la retraite. Leur expertise "MS.NET" vient également renforcer et compléter notre offre technologique actuelle. Dernier point, et non des moindres, cette présence à Lille va permettre de promouvoir l'offre du Groupe RealDolmen auprès des clients du nord de la France.

Pour Airial et le Groupe RealDolmen, cette acquisition est en droite ligne avec la stratégie et donne l'opportunité à la fois de débiter une activité locale dans le nord de la France et de renforcer la position du Groupe dans le secteur des assurances.

Le centre opérationnel de Lille travaillera sous le nom d'Airial et obtiendra le plein support des structures larges d'Airial et de RealDolmen et des shared services. Les activités resteront à Lille.

Airial a acquis 100% de l'activité du centre de Lille de T-Systems au 1er juillet 2010. Le prix d'acquisition était de 1€ et comprenait toutes les immobilisations corporelles et incorporelles de l'activité et les employés/obligations sociales ont été repris.

Actifs acquis et passifs assumés comptabilisés à la date d'acquisition

	30/09/2010 EUR '000
Immobilisations incorporelles	0
Immobilisations corporelles	0
Passifs liés au personnel	-336
TVA payable	-156
Avances payées	-60
Juste valeur de l'actif net acquis ⁽¹⁾	-552

Goodwill négatif à la suite de l'acquisition

Contrepartie reçue	1.352
Juste valeur de l'actif net acquis	-552
Goodwill négatif	800

Les immobilisations corporelles représentent principalement des équipements de bureaux (ex. ordinateurs, portables) et autres ameublements. Les immobilisations incorporelles représentent des contrats avec la clientèle, le know-how et la marque.

Le chiffre d'affaires du centre à Lille s'élève à 658 k€ depuis la date d'acquisition, résultant en zéro EBIT. Les deux montants sont inclus dans l'état consolidé du résultat global. Si l'acquisition avait été faite au 1er avril 2010, le chiffre d'affaire estimé pour les 6 mois s'élèverait à 1.316 k€. L'activité n'aurait pas fait de bénéfice pour la même période.

Flux net de trésorerie à la suite de l'acquisition

Contrepartie reçue	1.352
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	0
Flux net de trésorerie	1.352

(1) la juste valeur des immobilisations incorporelles a été déterminée de manière provisoire au 30 septembre 2010

La comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises a été faite de manière provisoire au 30 septembre 2010. A la date de finalisation des présents états financiers semestriels, les valorisations de marché nécessaires et autres calculs n'ont pas encore été finalisés et le goodwill négatif n'a donc été déterminé que provisoirement sur base des estimations du management. Le goodwill négatif a été comptabilisé sur la ligne "Produits non récurrents" dans l'état du résultat global. Les frais connexes à l'acquisition (principalement des frais d'avocats) ont été comptabilisés sur la ligne "Charges non récurrentes" dans l'état du résultat global.

2.1 Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement ne s'est produit après la date de clôture du bilan qui serait susceptible d'influencer la position financière future de la Société.

Néanmoins, il convient de mentionner que la structure de l'actionnariat de la Société a changé, et qu'en conséquence, la composition du Conseil d'Administration a été modifiée. En mars 2010, le fonds d'investissements belge QuaeroQ cvba a acquis 9,34 % et deux investisseurs privés belges ont acquis chacun 1,87 % du capital de la société par le biais d'une transaction avec Real Holdings, LLC, filiale du Gores Group. Après que The Gores Group par sa filiale, Real Holdings, LLC, a vendu sa participation restante dans RealDolmen à différents actionnaires institutionnels, Ashley W. Abdo, William B. Patton Jr., Joseph P. Page et Scott M. Honour ont démissionné de leurs postes d'administrateurs.

Le 8 septembre 2010, l'Assemblée Générale des Actionnaires a désigné pour un mandat de 4 ans Pamica NV représentée par Michel Akkermans, Administrateur Non Exécutif Indépendant ; All Together BVBA, représentée par Bruno Segers, Administrateur délégué et CEO ; Temad BVBA, représentée par Thierry Janssen, Administrateur Non Exécutif Indépendant; DR Associates BVBA, représentée par Filip Roodhooft, Administrateur Non Exécutif Indépendant; Jef Colruyt, Administrateur Non Exécutif; Wim Colruyt, Administrateur Non Exécutif; Gaëtan Hannecart, Administrateur Non Exécutif et At Infinitem NV, représentée par Dimitri Duffeleer, Administrateur Non Exécutif.

Le Conseil d'Administration a décidé de maintenir en place le Comité d'Audit et le Comité combiné de Nominations & Rémunérations en tant que comités spécialisés. Filip Roodhooft, Administrateur Indépendant, présidera le Comité d'Audit, et Thierry Janssen, Administrateur Indépendant, avec Dimitri Duffeleer feront office de membres du comité. Michel Akkermans, Administrateur Indépendant et Président du Conseil d'Administration, présidera le Comité de Nominations & Rémunérations, et Thierry Janssen, Administrateur Indépendant, avec Wim Colruyt, feront office de membres du comité.

D'autre part, le Conseil d'Administration a décidé de réduire les honoraires des administrateurs afin de respecter le budget de €300.000 voté par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 8 septembre 2010. Ces honoraires seront versés sur une base fixe annuelle en fonction des rôles respectifs :

- €70.000 pour le Président du Conseil;
- honoraires de base de €20.000 pour les autres administrateurs, qui seront accrus de €15.000 pour la fonction de Président de comité ou de €7.500 pour la qualité de membre d'un comité.

3 Rapport du réviseur

Deloitte.

Deloitte Reviseurs d'Entreprises
Berkenlaan 8b
1831 Diegem
Belgium
Tél. + 32 2 800 20 00
Fax + 32 2 800 20 01
www.deloitte.be

RealDolmen SA

**Rapport de revue limitée sur l'information
financière consolidée semestrielle
pour le semestre clôturé
le 30 septembre 2010**

Traduction libre du texte original en néerlandais

Deloitte Bedrijfsrevisoren / Reviseurs d'Entreprises
Société civile sous forme d'une société coopérative à responsabilité limitée
Siège social: Berkenlaan 8b, B-1831 Diegem
TVA BE 0429.053.863 - RPM Bruxelles - IBAN BE 17 2300 0465 6121 - BIC GEBABEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu

RealDolmen SA

Rapport de revue limitée sur l'information financière consolidée semestrielle pour le semestre clôturé le 30 septembre 2010

Traduction libre du texte original en néerlandais

Au conseil d'administration

Nous avons effectué une revue limitée du bilan consolidé résumé, de l'état du résultat global consolidé résumé, du tableau consolidé résumé des flux de trésorerie, de l'état consolidé résumé des variations des capitaux propres et des notes selectives 1 à 9 (conjointement les "informations financières intermédiaires") de RealDolmen SA (la «société») et ses filiales (conjointement le «groupe») pour le semestre clôturé le 30 septembre 2010. Ces informations financières intermédiaires ont été établies sous la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur les informations financières intermédiaires sur base de notre revue.

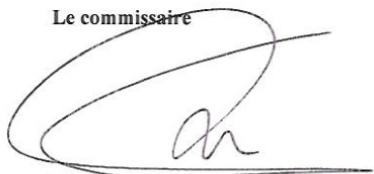
Les informations financières intermédiaires ont été préparées conformément à IAS 34 – *Information financière intermédiaire* tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Notre revue limitée a été réalisée conformément aux recommandations en matière de revue limitée applicables en Belgique telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Une revue limitée consiste principalement en la discussion des informations financières intermédiaires avec la direction et l'analyse et la comparaison des informations financières intermédiaires et des données financières sous-jacentes. L'étendue de ces travaux est moins importante que celle qui résulte d'un contrôle complet, exécuté suivant les normes de révision appliquées pour la certification des comptes consolidés telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. De ce fait, nous ne pouvons pas certifier les informations financières intermédiaires.

Sur base de notre revue limitée, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous porterait à croire que l'information financière intermédiaire pour le semestre clôturé le 30 septembre 2010 n'est pas établie, à tous les égards importants, conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Diegem, le 18 novembre 2010

Le commissaire



DELOITTE Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par Gert Vanhees

Deloitte Bedrijfsrevisoren / Reviseurs d'Entreprises
Société civile sous forme d'une société coopérative à responsabilité limitée
Siège social: Berkenlaan 8b, B-1831 Diegem
TVA BE 0429.053.863 - RPM Bruxelles - IBAN BE 17 2300 0465 6121 - BIC GEBABEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu

4 Déclaration de représentation fidèle

Soussignés déclarent qu'à leur connaissance :

- Le jeu d'états financiers résumés pour la période clôturée au 30 septembre 2010, établi conformément aux normes comptables applicables, donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation (le « Groupe »);
- Le rapport intermédiaire contient un exposé fidèle des événements importants et des principales transactions entre parties liées survenus au cours des six premiers mois de l'exercice, et de leur incidence sur le jeu d'états financiers résumés, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les mois restants de l'exercice.

Huizingen, le 18 novembre 2010

Pour le Conseil d'Administration

Pamica SA
représentée par Michel Akkermans
Président du Conseil d'Administration

All Together sprl
représentée par Bruno Segers
Administrateur délégué et CEO